

Comprendre la destruction bureaucratique de la France

Posté le : 10 février 2022 19:05 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Analyse sectorielle, Economie et politique

Une des banalités de l'époque est de constater que les Français pensaient disposer du meilleur système hospitalier du monde et qu'en fait il était en pleine déliquescence, avec des médecins plutôt désespérés et des personnels en voie d'évaporation, un recul technique rampant, la désertification des lieux de soins et un accès aux compétences de plus en plus long et complexe.

Le paradoxe est l'incroyable obsession de santé des Français dopés par la féminisation de l'espace public qui a eu des traductions politiques très concrètes. Toucher un tant soit peu à la Sécu tourne rapidement à l'émeute. On l'a vu lors de la candidature Fillon qui a perdu beaucoup dans les sondages entre décembre et janvier 1997 après avoir évoqué quelque rigueur. On l'a revu lorsque Macron a monté une campagne de haine contre les non vaccinés accusés d'empêcher des soins pour les autres. Cette saloperie a été cautionnée par une majorité de Français. « Ma santé ma santé », comme un avare pouvait dire naguère « ma cassette ma cassette ».

Les Français tiennent à leurs 35 heures, parfois 32 et même 28 et le départ à la retraite à 60 ans parfois moins. Cela a ruiné leur PIB par tête, le budget, la balance commerciale, l'emploi. Ils tiennent à leur Sécu qui est ravagée, largement à cause de la gratuité des soins et l'état des finances du pays. Mais ils ne voient pas le rapport.

Bossuet avait raison qui plaignait les gens qui déplorent les effets des causes qu'ils chérissent.

Personne ne se rend compte qu'on connaît le même processus de folie destructrice dans le logement. Le passe Co2 est en train de s'installer dans le silence et avec l'approbation des Français qui comme d'habitude refusent absolument de voir plus loin que leur bout du nez et sont prêts à nouveau à quelques mouvements de haine contre les autres qui pourraient à nouveau être attisés par un politique infect et sans scrupule.

Commençons par le plus comique. Posez la question autour de vous. Connaissez-vous le DPE, ce que cela veut dire et ce qu'il y a derrière comme contraintes ? Disons que 0.1 % de la population sait aujourd'hui de quoi il s'agit. Cela n'empêche pas Opinion Ways de délivrer un sondage qui annonce que les Français y sont extrêmement favorables. Il y a des contraintes pénales : formidable. On va bloquer la location de logements mal isolés. Oui ! Encore ! En fait il faut interpréter ce sondage comme la réponse à cette question : voulez-vous que les autres fassent des efforts à leurs frais pour sauver la planète et qu'ils soient durement sanctionnés pénalement et économiquement : **Oui !** C'est que le Co2, c'est ma santé qui est en cause et on en revient aux premiers paragraphes.

Si on tient absolument à voir ce qu'est la folie bureaucratique, il faut suivre pas à pas l'action de Mme Wargon (on ne dit plus jargonner mais « wargoniser »), en sachant que c'était déjà pas mal avec NKM. Enarque ou polytechnicienne les enfants de hauts fonctionnaires ont très jeunes appris qu'on pouvait faire n'importe quoi avec les règlements, les subventions, les pénalités et les interdictions. Alors on est passé de RT12 au RE2022 sans que la presse générale n'entre trop dans les détails. Pour ceux que l'expérience tente, lire Bati-actu pendant une semaine est la solution. Pas un article sans que les cheveux ne se dressent sur la tête.

Prenez par exemple le désamiantage. Les normes sont épatantes. Il faut déclarer avant, pendant et après ses opérations sur une base de données. Et attention : si vous décalez votre planning d'un jour, il faut bien le signaler. Cela ne vous rappelle rien ? Mais, l'hôpital, ou les mêmes hauts fonctionnaires exigent des médecins qu'ils indiquent les actes qu'ils vont faire, avant, pendant et après, avec parfois des autorisations à obtenir avant et des réponses à apporter après. Du coup il faut que les artisans se dotent d'instruments informatiques pour enlever une cloison amiantée et y passent quelques heures pour faire un chantier qui du coup va voir ses coûts exploser. Formidable. Et beaucoup d'opérations se font au noir !

Autre exemple amusant : pour effectuer un DPE, c'est si complexe qu'il faut se doter d'un logiciel. Pas n'importe lequel. Un logiciel agréé et qui posera toutes les bonnes questions sous peine de ne pas fonctionner. Des questions dont on n'a en général pas la réponse bien sûr sauf travail considérable et un tas de connaissance inhabituelle dans le secteur. Alors il faut aussi des formations. Et des gens pour faire les essais et s'il n'y en a pas assez ? Alors on bloque le marché. Et si vous passez outre : prison ! Et le résultat est-il fiable ? Euh euh ! Comme pour tous les passes, la fraude guette.

Un dernier exemple pour la route. On fait un essai de maison à énergie positive. Le bilan est médiocre. Le tout électrique quand on ne peut pas stocker l'électricité est un leurre. Les gens étouffent un peu et ouvrent tout à tout va. Donc la consommation d'électricité augmente. Et dans la maison les applications exigeant de l'électricité se multiplient. On consomme bientôt plus d'électricité que pour le chauffage et la climatisation. Certains considèrent que l'énergie économisée permet de chauffer à 22°. L'habitabilité est mauvaise, les maisons mochouilles, les prix élevés, sauf pour des gourbis. Et tout l'habitat doit être à énergie positive en 2 050 (2 035 pour le neuf).

On pourrait continuer à l'infini. Tout se passe entre le ministère et les entreprises et quelques associations. Les particuliers apprendront à leurs frais qu'ils sont les dindons de la farce, mais plus tard. En attendant on interdit à la location des logements, on impose au propriétaire de faire des travaux sans hausse du loyer, on menace, on crée des tensions et des haines entre locataires et bailleur. La construction se tasse. Celle pour louer s'arrête. L'iFI, la taxe foncière et toutes les réglementations plus les passes co2, c'est trop surtout si les taux d'emprunt se tendent. Bonjour les dégâts !

Nul doute qu'un sondage viendra confirmer que les locataires exigent tout des propriétaires et que s'ils ne font rien ils doivent aller en prison !

Le Français est né malin. On ne peut déjà plus se loger dans bien des endroits en France. Comme on ne peut plus se soigner dans de nombreux endroits. Gageons que cela ne va pas s'arranger. Pour les automobiles on a annoncé en douce que 20 millions de propriétaires perdront leur voiture et que ceux qui la garderont devront réduire de 40 % leurs déplacements. Une paille. Mais dans le logement, personne n'ose dire qu'il faudra que 20 millions de logés perdent leurs logis ou que 20 millions de bailleurs perdent le fruit de leur investissement.

Alors de la haine il va y en avoir. De la belle, de la grandiose, celle qu'Emmanuel Macron aime attiser.

Tous les candidats crient Halte à la bureaucratie ! et la haute bureaucratie continue imperturbablement.

Tristes (futures) tropiques !